

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 31 AOÛT 2016**

DS/RT

**OBJET : N° 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE –
ADHESION AU COMITE NATIONAL D'ACTION SOCIALE -**

L'an deux mille seize, le trente et un du mois d'août à neuf heures quinze, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat.
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,
M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat.

M. Joseph FALLOT, Membre du Bureau,
M. Stéphane CIVIER, Membre du Bureau,
M. Jean-Pierre IMMACOLATO, Membre du Bureau,
M. J M. Jean-Marie DURIEU, Membre du Bureau.
M. Patrice FLAMBEAUX, Membre du Bureau,

Etaient absents excusés :

M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat.

M. James BELLOT, Membre du Bureau.

Etaient absents :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat.

M. René UGHETTO, Membre du Bureau,
M. Marc SOUTEYRAND, Membre du Bureau,
Mme Jessica KONARZEWSKI, Membre du Bureau.

A été élu secrétaire de séance : M. Angelin RAMANMALI.

**OBJET : N° 2.3 – ADMINISTRATION GENERALE –
ADHESION AU COMITE NATIONAL D’ACTION SOCIALE -**

Envoyé en préfecture le 07/09/2016

Reçu en préfecture le 07/09/2016

Affiché le



ID : 007-250700267-20160831-2016BS080038-DE

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 26 mai 2014).

M. le Président invite le bureau syndical à se prononcer sur la mise en place de prestations sociales complémentaires pour le personnel de la collectivité.

Le présent rapport s'inscrit dans une réflexion plus large en matière de ressources humaines incluant des modifications à venir sur le règlement de fonctionnement des services, le télétravail, la formation, le régime indemnitaire,...

Considérant les articles suivants :

* Article 70 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale selon lequel : « *l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi N° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre* ».

* Article 71 de la loi N° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale qui vient compléter la liste des dépenses obligatoires fixée par le code général des collectivités territoriales en prévoyant que les dépenses afférentes aux prestations sociales ont un caractère obligatoire pour les communes, les conseils généraux et les conseils régionaux.

* Article 25 de la loi N° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale : « *les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association* ».

Une analyse des différentes possibilités de mise en œuvre d'une action sociale de qualité a été réalisée, répondant aux différents besoins que les agents pourraient rencontrer, tout en contenant la dépense dans une limite compatible avec les possibilités du budget,

Le président fait part à l'assemblée de la proposition du Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales (CNAS), association loi 1901 à but non lucratif, créée le 28 juillet 1967, dont le siège est situé Immeuble Galaxie, 10 bis parc Ariane 1, CS 30406, 78284 Guyancourt Cedex.

Le CNAS est un organisme national ayant pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles. A cet effet, le CNAS propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations : aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques réduction... qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

Cette adhésion permet de satisfaire aux obligations légales fixées par les articles ci-avant, et de se doter d'un nouvel outil renforçant la reconnaissance des salariés et l'attractivité de la collectivité.

Il est proposé au bureau syndical de :

1°) mettre en place une action sociale complémentaire en faveur du personnel en adhérant au CNAS à compter du 1^{er} janvier 2017 et autoriser en conséquence M. le président à signer la convention d'adhésion au CNAS.

2°) accepter de verser au CNAS une cotisation évolutive correspondant au mode de calcul [(nombre de bénéficiaires actifs indiqués sur les listes) x (la cotisation par bénéficiaires actifs)], cette adhésion étant renouvelée annuellement par tacite reconduction,

3°) désigner Jean-Claude BACCONNIER, vice-président, en qualité de délégué élu correspondant du CNAS.

Après en avoir délibéré, le bureau syndical, à l'unanimité des membres présents, ADOPTE ces propositions.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL